

LES CRITIQUES DU PTB SUR LE PLAN GET UP WALLONIA



LES 9 CRITIQUES DU PTB SUR LE PLAN GET UP WALLONIA

1. LES PROPOSITIONS NE PARTENT PAS DES BESOINS DES WALLONS ET DES WALLONNES MAIS DES BESOINS DES ENTREPRISES.

Plusieurs éléments vont dans ce sens, mais un en particulier illustre bien que le plan Get Up Wallonia est un plan au service des entreprises : les fameux « Proof of concept ».

Les « Proof of concept » sont des projets industriels qui seraient réalisés par la Région wallonne via ses outils financiers (SOGÉPA, SRIW, SOWALFIN). Ces projets industriels seraient réalisés par le public en cas d'absence d'initiatives privées, mais le public devra les restituer aux investisseurs privés si le projet est accepté par le marché économique. Donc, ici, c'est le public qui prend les risques, mais c'est le privé qui va empocher tous les bénéfices.

Contrairement à ce qu'Elio Di Rupo déclare, Get Up Wallonia n'est pas du tout une rupture avec les plans de relance précédents de la Wallonie. Get Up Wallonia s'inscrit dans la logique des plans Marshall et du Contrat d'Avenir. Pour les experts, **il est seulement plus large et prend plus en compte les problématiques liées à la crise climatique.**

2. LES POUVOIRS PUBLICS NE SONT PAS AUX COMMANDES DU PLAN, CE SONT LES GRANDES ENTREPRISES PRIVÉES QUI AURONT LE LEAD.

Le gouvernement wallon n'a aucune volonté de prendre le lead de la relance. Le volant de la relance est laissé au secteur privé. Di Rupo l'a dit : ce qu'il faut faire, c'est créer de l'emploi privé. **Il n'y a pas de volonté de mettre en place une stratégie industrielle publique. On veut créer un cadre attractif pour les grandes entreprises notamment via la fiscalité et on espère ensuite que les grandes entreprises vont créer de l'emploi.** C'est noté noir sur blanc dans la fiche 52 du rapport des experts :

« Assurer un cadre attractif et compétitif aux entrepreneurs et aux investisseurs de Wallonie, tant au niveau de la qualité de ses écosystèmes que des soutiens financiers publics, mais également de la fiscalité, de la maîtrise des coûts de l'énergie.¹ »

De plus, en audition lors de la commission des affaires générales du jeudi 29 avril, les experts auditionnés ont rappelé que l'État doit se cantonner au rôle de régulateur, mais pas dans un rôle d'opérateur. D'ailleurs, pour les marchés publics, le plan Get Up Wallonia va privilégier les partenariats public-privé (PPP) plutôt que les marchés publics classiques.

¹ <https://gouvernement.wallonie.be/files/%25BRapport%25D%20-%20Get%20up%20Wallonia%20-%20Rapport%20du%20conseil%20strate%cc%81gique%20au%20Gouvernement%20wallon.pdf> Page 338

3. LA SANTÉ N'A PAS UNE PLACE ASSEZ IMPORTANTE DANS LE PLAN.

Vu la crise sanitaire que nous connaissons, la santé aurait dû prendre une place beaucoup plus importante dans le plan Get Up Wallonia. Les initiatives présentes dans le plan ne sont pas suffisantes. Lors des auditions de la commission des affaires générales du jeudi 29 avril, **les experts ont déclaré que la santé ne constituait pas un investissement, mais simplement une dépense qui ne s'inscrit pas dans le cadre de la relance économique.** La Région wallonne est compétente pour **l'organisation de la santé de première ligne**, et on sait qu'une médecine préventive de première ligne bien organisée permet des effets retour à moyen et long terme. C'est le modèle défendu par l'OMS et Médecine pour le peuple, le réseau de maisons médicales du PTB. Investir dans la médecine préventive permet de faire des économies. Pourtant, le plan souligne la nécessité et l'importance d'un (ré)investissement dans les métiers et les compétences de première ligne². Mais peu d'actions concrètes sont développées. On veut créer 8 réseaux locorégionaux de santé, mais on ne dit rien sur comment on va y arriver. Combien de maisons médicales faudrait-il créer ? Comment renforcer les zones en pénurie de médecins ? Est-ce que l'on va favoriser une médecine de première ligne au forfait où à l'acte ? Combien d'argent va être investi ?

Les seules actions concrètes liées à la santé qui se retrouvent dans ce plan se rapportent à la mise en place de services e-santé pour les opérateurs de soin de première ligne. C'est important, mais certainement pas suffisant. On se pose aussi la question de qui va créer ces services d'e-santé. **D'après le rapport de la task force santé, Get Up Wallonia préconise que ce soit un opérateur privé qui développe ces services. Est-ce que l'on souhaite que les informations médicales des Wallons et Wallonnes soient dans les mains d'une grande entreprise privée ?** Le PTB a développé depuis 50 ans un modèle de santé de première ligne efficace qui a encore fait ses preuves durant la crise. **C'est ce modèle qu'il faut préconiser pour la Wallonie : des maisons médicales intégrées dans les quartiers.**

4. LE PLAN GET UP WALLONIA EST INSUFFISANT POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS CLIMATIQUE.

Il y a une série d'initiatives intéressantes dans le plan, mais ces initiatives ne permettent pas de rencontrer les énormes défis en termes de limitation de la pollution auxquels nous sommes confrontés. **Il y a une absence totale de mesures contraignantes pour réduire les émissions de GES.** On veut « accompagner la décarbonation de la Wallonie », mais c'est tout. Le plan invite à définir le budget carbone de la Wallonie pour qu'ensuite les différents acteurs puissent se positionner dans le cadre d'investissements à moyen et long terme³.

5. LE PLAN S'INSCRIT DANS UNE DYNAMIQUE D'ÉCOLOGIE PUNITIVE.

Le rapport avance l'idée d'un tax shift punitif dans lequel on favoriserait les bons comportements et on punirait les mauvais. Les mécanismes de soutien aux multinationales sont maintenus tandis que les travailleurs et les PME sont toujours mis sous pression dans une logique d'écologie punitive.

² Page 18

³ Page 44 du rapport

À ce propos, Mathias Dewatripont, le président du conseil stratégique nous dit ceci : « il faut promouvoir des comportements désirables par subventions. » À l'inverse, l'absence d'un tel comportement vertueux doit faire l'objet d'une taxe ou redevance. « Ce principe d'incitation peut s'appliquer à la production locale, dans une perspective de durabilité économique, sociale et écologique, objectif central de Get Up Wallonia.⁴ »

Cette mesure est hautement problématique, sur deux aspects. Premièrement, encore une fois on va voir un transfert d'argent public vers les grandes entreprises qui vont profiter de ce mécanisme. L'écologie incitative est inefficace, le système ETS n'a pas contribué à diminuer les émissions de GES en Wallonie. On ne peut pas se reposer sur le bon vouloir des grandes entreprises pour opérer la transition écologique.

Deuxièmement, on est dans une logique punitive qui va toucher les Wallons et les Wallonnes sans forcément donner d'alternative. On veut leur faire payer des comportements sur lesquels ils n'ont pas forcément de marge de manœuvre. C'est la même logique que la taxe kilométrique bruxelloise. On est contre cette vision punitive de l'écologie.

6. LA RÉGION SE CONTENTE DE SOUTENIR FINANCIÈREMENT LES PRODUCTEURS PRIVÉS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE, PAS DE DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE INDUSTRIELLE PUBLIQUE.

On doit au contraire profiter des capacités de production d'énergie renouvelable présentes en Wallonie pour mettre en place une stratégie industrielle publique de production d'énergie verte. Selon Laurent Levaux, avec les parts d'Elicio et de la Socofe, la Wallonie détient déjà un quart du portefeuille offshore belge. La production d'énergie verte est donc déjà partiellement publique, c'est sur cette voie-là qu'on doit continuer. **On pourrait en fait fusionner l'ensemble des organismes publics wallons actifs dans le renouvelable (Socofe, SRIW, Elicio, Ventis) pour créer un grand pôle public et démocratique de production d'énergie verte.**

7. LA RÉGION WALLONNE PLACE LA DIGITALISATION ET LA RÉDUCTION DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE COMME PRIORITÉ MAIS LAISSE LA PORTE OUVERTE À LA PRIVATISATION DE VOO.

VOO est le résultat du rachat par Nethys des 8 autres câblo-opérateurs wallons. Pour ce faire, elle a contracté un emprunt de 425 millions d'euros qui est venu à terme fin 2018. Ce prêt a été remboursé par les bénéfices de RESA, et donc par les factures d'électricité et de gaz des habitants des communes de la province de Liège. VOO est donc à nous, et c'est une entreprise qui fonctionne très bien. En 2020, l'entreprise a dégagé 12,5 millions d'euros de bénéfices. Dans une interview dans L'Echo, John Porter le patron de Telenet expliquait qu'il allait remettre une offre de 1,3 milliard d'euros pour le rachat de VOO. D'autres ont valorisé VOO à cette hauteur : le crédit suisse évoquait aussi une valeur de de 1 milliard trois cent millions €. En mai 2016, dans une interview de Pol Heyse, le dirigeant de VOO, celui-ci indique qu'il ne reste plus que 90 millions d'euros à rembourser de l'emprunt initial contracté pour le

⁴ L'Echo, Jeu. 22 avr. 2021, page 5

rachat des 7 opérateurs de câbles wallons.

8. IL N'Y A AUCUNE STRATÉGIE CONCRÈTE POUR DIGITALISER LA WALLONIE.

Le plan se contente de déclarer qu'il faut développer une connectivité numérique progressive et équilibrée du territoire mais ne dit pas comment⁵. Pourtant, des solutions publiques efficaces existent. On doit s'inspirer notamment de la **stratégie de digitalisation observée aux États-Unis**. Là-bas, le marché d'internet est dominé par 3 géants privés de la télécommunication. Ces entreprises veulent réaliser des bénéfices et délaissent donc de plus en plus les zones moins favorisées et les zones rurales. AT&T, par exemple, donne la priorité à la modernisation du réseau dans les régions les plus riches, et laisse les communautés à faibles revenus avec des technologies dépassées. Un rapport de USA Today a révélé que la société a cessé d'établir des connexions aux utilisateurs s'abonnant à son Internet DSL. Toute personne appelant la société pour mettre en place un nouveau service est informée qu'aucun nouveau compte n'est accepté. **Dans ces zones délaissées des États-Unis, les autorités locales ont pris en charge elles-mêmes la distribution de l'accès à internet.** À Lafayette en Louisiane, la société publique LUS Fiber a commencé à fournir un service Internet en 2009 à ses 130 000 habitants. Cette entreprise publique propose un très large choix de services comme la télévision HD, le DVR, la vidéo à la demande, un internet à haut débit fourni aux particuliers et aux entreprises de 3 Mbps à 10 000 Mbit/s. Des services équivalent à ceux offerts par les grandes entreprises commerciales.

9. LE PLAN NE MET PAS EN PLACE UNE POLITIQUE EFFICACE DE RÉNOVATION ET D'ISOLATION DES BÂTIMENTS POUR LES REVENUS LES PLUS FAIBLES.

C'est primordial d'avoir une stratégie ambitieuse pour rénover l'ensemble du bâti public et privé wallon. D'après le plan de relance, **le besoin d'investissement total sur la période 2017-2050 est estimé à 63 milliards d'euros pour le bâti privé.** Les bâtiments les moins bien isolés sont très souvent des bâtiments dans lesquels vivent des familles à bas revenu, c'est ceux-là qu'il faut rénover en priorité avec une solution à bas coût. Pour le PTB, la meilleure solution, c'est la rénovation par le mécanisme du tiers payant. Par un système de tiers payant, les ménages aux revenus modestes pourraient isoler leur logement et prendre d'autres mesures pour économiser davantage d'énergie.